mis à leur disposition pour construire des logements sociaux. Mais ici les libéraux fédéraux ne sont pas à blâmer. S'il y a du chômage en Saskatchewan et si le gouvernement n'a pas employé tout l'argent mis à sa disposition, qui est à blâmer alors pour le chômage dans cette province?

Quand les libéraux de M. Thatcher vont-ils commencer à établir leur programme de travaux d'hiver? C'est au milieu de l'hiver que le gouvernement de la Saskatchewan arrête son plan. Les députés savent que rien ne peut s'accomplir sans une telle planification. Le député qui a pris la parole avant moi s'est beaucoup préoccupé des problèmes du Manitoba. Il a eu quelques bonnes paroles pour cette province. Le Manitoba a commencé à prévoir ses travaux d'hiver le printemps dernier. Certains sont en cours de réalisation à l'heure actuelle. Le gouvernement de la Saskatchewan a affecté la somme impressionnante de 15 millions de dollars aux travaux d'hiver. Au Manitoba, on a alloué 74 millions. Si le gouvernement de la Saskatchewan essaie de créer du chômage de cette manière, je prétends que la province a un mauvais gouvernement. Je suis sûr qu'on changera la situation lors des prochaines élections provinciales. Certains des projets que le ministre des Travaux publics (M. Laing) et d'autres membres du cabinet ont annoncés sont le résultat des pressions que les members de l'opposition ont exercés sur eux. Les pressions sont venues aussi de milliers d'assistés sociaux. Le gouvernement sait qu'il n'y a pas moyen que les programmes annoncés commencent cet hiver.

Un moment très opportun de faire baisser le chiffre du chômage viendra avant les prochaines élections fédérales. Le gouvernement sait qu'en diminuant le chômage, il pourra rentrer dans les bonnes grâces des Canadiens. Je suis convaincu que les Canadiens se souviendront de la longue période où ils ont été chômeurs et où ils ont demandé un bol de soupe. Ils se souviendront de l'époque où le gouvernement a suscité le chômage. D'après de nombreux journaux le premier ministre aurait orchestré tout cela en fonction d'élections fédérales. Le premier ministre a déclaré que nous devons maintenant combattre les maux économiques, le chômage. Pourquoi avoir attendu jusqu'à maintenant? Il n'y a pas très longtemps. un homme d'affaire me disait qu'il serait heureux de voir des chômeurs faire la queue de sa porte à la rue afin de pouvoir faire un choix. Je me demande si le gouvernement fédéral et le Conseil du Trésor n'ont pas la même philosphie?

Cet après-midi, le ministre du Travail a parlé d'efforts concertés et de pessimisme. Je me demande s'il s'est adressé à la Chambre de commerce du Canada. Selon ses membres, la loi, l'ordre et la pollution sont autant de questions prioritaires. Le ministre leur a-t-il demandé de ne pas répandre le pessimisme sous peine de perdre quelques-unes des carottes que nous mettent sous le nez certaines sociétés. Voilà une autre situation où on ne tient pas compte des chômeurs.

On a beaucoup parlé dernièrement, dans la presse et ailleurs, d'Information Canada. Le gouvernement chercherait-il à suivre l'exemple du Canadien National, du

Canadien Pacifique et d'autres sociétés en matière d'abandons? Information Canada n'hésite pas à congédier des gens qui ont un grand nombre d'années de service. M. Stranks est l'un d'entre eux. Voci un extrait d'un article de journal:

M. Stranks est d'avis que, depuis un an, la Direction réduit les dépenses et «en règle générale, comprime les opérations» pour répondre aux exigences du Conseil du Trésor qui ne lui permet pas un déficit...

M. Stranks reproche à Information Canada de suivre de si près les directives de fermeté du gouvernement qu'elle sacrifie le talent au budget.

«Ni ordinateur ni comptable ne peuvent vous dire les gens, les talents et l'expérience qu'il vous faut. Ils ne peuvent évaluer les forces connexes dans divers domaines.»

L'ordinateur cherche à remplacer les êtres humains dont le monde d'aujourd'hui a besoin. On est intransigeant quant au bien-être social. Au XIXº siècle, il y a eu ceux qu'on a appelés les magnats de la finance. Ils ont accumulé tout ce qu'ils ont pu sans tenir compte des préoccupations humanitaires, économiques et sociales de la société dans laquelle ils dirigeaient leurs affaires. Nous voyons tout cela aujourd'hui dans les initiatives que prend le gouvernement. Il y a des magnats dans le réseau des transports. Le président de la Commission canadienne des transports en est le prototype. Il a, paraît-il, une doctrine en ce qui concerne le fonctionnement de la Commission canadienne des transports, qui consiste à se défaire de tout ce qui ralentit l'enrichissement des chemins de fer. Autant que je puisse m'en rendre compte, le seul critère valable à présent à la CTC, sous la direction de son nouveau président, est celui de l'accumulation du plus grand nombre possible de dollars, sans égard pour les services à rendre à la population.

## • (9.00 p.m.)

Nous avons pu enregistrer un exemple typique de cette conception des choses lorsque fut annoncée la suppression des trains nº³ 7 et 8. La compagnie de chemin de fer parla d'une réduction de service dans l'espoir qu'elle pourrait ainsi éviter une audience publique. Le ministre des Transports (M. Jamieson) nous a dit l'autre jour qu'il y aurait une audience publique. Nous verrons bien. Mais ce projet affecterait directement environ 57 employés de la compagnie. En outre, des communautés entières cesseraient d'être desservies—des communautés pour lesquelles le chemin de fer représente le principal gagne-pain. De nouveau, nous voyons un facteur influer sur un autre et un abandon en entraîner d'autres, de fil en aiguille.

Dans tout le pays, de Terre-Neuve à Victoria, on supprime des trains de voyageurs. La Commission des transports et le ministre lui-même ont ordonné des études à ce sujet, mais elles n'ont pas été terminées. Je suis certain que si elles l'avaient été, elles auraient démontré que certains de ces trains n'auraient jamais dû être supprimés.

Un communiqué à la presse m'apprend que le ministre des Transports a annoncé l'autre jour qu'on a automatisé